

Les changements rapides et imprévus sur la scène économique mondiale donnent lieu à une concurrence de plus en plus vive pour l'obtention de capitaux d'investissement, élément essentiel au maintien de la croissance des entreprises. Les Canadiens doivent faire preuve de créativité en vue de l'instauration d'un climat propice à l'investissement qui incitera les épargnants à faire équipe avec des innovateurs et des chefs d'entreprise.

Nous avons procédé à d'importantes réformes visant à améliorer notre système fiscal, à accroître l'équité fiscale et à créer un milieu économique attrayant pour les investisseurs. Les mesures que nous avons prises pour combattre l'inflation ont entraîné une baisse du coût des investissements. Nous continuerons de lutter contre l'inflation et, du même coup, d'encourager de plus grandes mises en commun de capitaux pour les petites entreprises et les entrepreneurs.

Les efforts déployés pour regrouper davantage de capitaux d'investissement ont en grande partie pour objectif de freiner les dépenses publiques. Les entreprises canadiennes entrent en concurrence sur les marchés financiers avec le gouvernement fédéral, qui doit financer la dette nationale.

Voilà l'une des principales raisons pour lesquelles nous sommes tant déterminés à réduire le déficit. Et cette détermination porte ses fruits. Nous aurons cette année - malgré la récession - un déficit de 30,5 milliards de dollars, ce qui est beaucoup moins que le déficit de 38,5 milliards dont nous avons hérité en 1984. Permettez-moi maintenant d'envisager la situation dans un contexte international.

En nous appuyant sur des données comptables comparables, nous avons calculé que le déficit du Canada pour le dernier exercice correspondait à 3,7 p. 100 de son activité économique, tandis que cette proportion était d'environ 5 p. 100 aux États-Unis pour l'exercice qui a pris fin en septembre.

Il me faudrait aussi ajouter que notre déficit représente une fraction beaucoup moindre de notre PIB qu'il y a cinq ans, alors que cette proportion a augmenté dans le cas des Américains.

Pour les Canadiens - et surtout ceux du secteur des affaires - cela signifie que les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral sont moins grands sur le marché des capitaux et qu'il pourra investir davantage dans des projets d'immobilisations qui seront génératrices de prospérité.

La compétitivité canadienne dépendra aussi de l'amélioration du marché intérieur. Dans les propositions constitutionnelles présentées il y a deux semaines par le premier ministre Mulroney, nous avons inclus des réformes fondamentales à l'union économique canadienne.